

LES FAITS MARQUANTS DES AWG-LCA 7 ET AWG-KP 9: LUNDI 2 NOVEMBRE 2009

Les pourparlers de Barcelone sur le changement climatique ont démarré lundi matin avec une cérémonie de bienvenue. Les plénières d'ouverture de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA ont eu lieu au cours de la matinée. L'après-midi, des groupes de contact se sont réunis pour examiner, dans le cadre de l'AWG-LCA, l'adaptation, l'atténuation, le financement et la technologie, et dans celui de l'AWG-KP, les réductions d'émissions des parties visées à l'annexe I et les conséquences potentielles.

CEREMONIE DE BIENVENUE

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la CCNUCC, a mis en exergue les progrès réalisés à Bangkok sur l'adaptation, la technologie, la réduction des émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) et sur le renforcement des capacités. Il a appelé à davantage de clarté pour ce qui est des objectifs ambitieux des réductions d'émission pour les pays visés à l'Annexe I, pour ce qui est des mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN) à prendre par les pays en développement et pour ce qui est du financement à long et à court termes. Il a également souligné la nécessité d'établir la confiance et de renforcer la coopération pour réaliser les avancées nécessaires à la réussite de la réunion de Copenhague.

Núria Marín Martínez, maire de L'Hospitalet, a souligné le rôle que les collectivités locales peuvent jouer dans la lutte contre les changements climatiques, attirant l'attention sur les engagements pris dans le cadre du Pacte des maires contre le changement climatique.

Jordi Hereu, maire de Barcelone, a souligné le besoin de relier les politiques locales et régionales et les actions visant à lutter efficacement contre le changement climatique et a appelé à l'insertion d'une référence aux autorités locales dans l'accord relatif à la lutte contre le changement climatique.

Connie Hedegaard, ministre du climat et de l'énergie, Danemark, a souligné que la session de Barcelone est cruciale pour la réussite de la réunion de Copenhague, où une solution cohérente et ambitieuse est requise pour répondre au défi posé par le changement climatique. Elle a indiqué que "les discussions approfondies, franches et constructives" qui ont eu lieu lors d'une récente réunion tenue dans le cadre du Dialogue du Groenland, sur le financement et l'atténuation, ont encouragé les délégués à imiter cet esprit constructif à Barcelone. Elle a reconnu la difficulté de parvenir à un accord contraignant sur tous les éléments constitutifs du Plan d'action de Bali (PAB), mettant en relief les travaux encore requis, et a appelé les délégués à "venir à bout du dernier kilomètre menant à Copenhague."

María Teresa Fernández de la Vega, vice-présidente, Espagne, a souligné la nécessité de faire face au changement climatique et a souligné les conséquences d'un ralentissement des actions devant être entreprises. Attirant l'attention sur l'opportunité offerte pour faire avancer une économie verte nouvelle, conséquemment à la crise économique mondiale, elle a indiqué que les énergies renouvelables constitueront l'une des priorités de la présidence de l'Union européenne (UE) par son pays, en 2010. Elle a indiqué aussi qu'un financement de 100 millions d'€ serait fourni par l'Espagne en 2012.

José Montilla Aguilera, président de la Generalitat de Catalunya, a souligné que les gouvernements locaux et régionaux, et pas seulement les États, souhaitent participer et contribuer aux actions visant à lutter contre le changement climatique. Il a précisé que le gouvernement de Catalogne a fait de la lutte contre le changement climatique, l'un des principaux piliers de son d'action, à travers, notamment, ses politiques en faveur de l'énergie renouvelable et de transport durable.

AWG-LCA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le président de l'AWG-LCA, Michael Zammit Cutajar (Malte), a ouvert la septième session de reprise de l'AWG-LCA et a présenté sa note relative aux scénarios (FCCC/AWGLCA/2009/13). Il a expliqué que les six groupes de contact établis à Bangkok, resteront les mêmes, à savoir: groupe de contact sur une vision commune de l'action concertée à long terme, co-présidé par le Président Zammit Cutajar et Sandea de Wet (Afrique du Sud), groupe de contact sur l'adaptation, co-présidé par M. William Kojo Agyemang-Bonsu (Ghana) et M. Thomas Kolly (Suisse), groupe de contact sur l'atténuation, présidé par le Président Zammit Cutajar, groupe de contact sur le financement, co-présidé par Farrukh Khan (Pakistan) et Jukka Uosukainen (Finlande), groupe de contact sur la technologie, co-présidé par Kunihiko Shimada (Japon) et Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) et groupe de contact sur le renforcement des capacités, co-présidé par Lilian Portillo (Paraguay) et Georg Børsting (Norvège).

Le président Zammit Cutajar a ensuite attiré l'attention sur des documents non énumérés dans sa note relative aux scénarios, mettant l'accent sur les nouveaux documents officiels: n° 31, sur l'adaptation; n° 33, sur une vision commune; n° 26, sur l'Article 1 (b) (ii) du PAB, et n° 34, sur le financement. Il a fait état des pièces jointes à ces documents officiels, composées d'une liste actualisée des nouveaux arrangements institutionnels proposés et d'un document consacré aux "chiffres" et portant sur les quantifications faites par les parties dans leurs propositions concernant l'objectif mondial à long terme pour la réduction des émissions et concernant les objectifs de mi-parcours qui s'y rapportent.

Le président Zammit Cutajar a expliqué qu'il pourrait être nécessaire d'étendre les réunions formelles au-delà de 18 h à Barcelone, précisant qu'il organiserait des consultations

informelles au cours de la semaine, pour garder un œil sur les progrès accomplis dans le cadre de l'AWG-LCA. Il a exprimé l'espoir que le résultat de l'AWG-LCA à Barcelone sera un texte unique, à traduire avant Copenhague. Il a présenté des plans pour la poursuite des consultations informelles sur le documentaire et la forme juridique du résultat, soulignant que ces questions se font plus pressantes avec l'approche de la date butoir fixée pour l'achèvement des travaux de l'AWG-LCA en décembre.

ACTION CONCERTÉE A LONG TERME: Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, les groupes de pays ont fait des déclarations liminaires.

Le Soudan, au nom du G-77/CHINE, a accueilli avec satisfaction l'annonce d'un soutien financier, par l'Espagne. Le délégué a appelé à un résultat équitable à Copenhague et à des négociations ouvertes, transparentes et intégratrices, qualifiant la CCNUCC de seul canal légitime et dénonçant les risques de placer le résultat de Copenhague "entre les mains d'un petit nombre de pays." Il s'est opposé à l'affaiblissement de la Convention et du Protocole, soulignant l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des populations qui ont le moins contribué au problème, mais qui souffrent le plus, des effets néfastes des changements climatiques. Le G-77/Chine a également souligné la nécessité de ressources financières nouvelles, supplémentaires, suffisantes et prévisibles, de la mise au point et du transfert des technologies, ainsi que du renforcement des capacités. Il a indiqué que Copenhague, devrait aboutir à un accord sur les dispositifs à mettre en place au titre de la Convention, pour l'opérationnalisation du mécanisme de financement sous l'autorité de la CdP, aux fins de s'assurer de la couverture de l'ensemble des coûts des mesures d'adaptation concrètes prises dans les pays en développement. Le G-77/Chine a également fait part de ses réserves à l'égard de la liste des domaines de focalisation possibles figurant dans la note relative aux scénarios.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a souligné la nécessité de se concentrer sur les principaux éléments opérationnels et a mis l'accent sur l'engagement en faveur d'un accord mondial fort pour éviter des changements climatiques dangereux. La représentante a annoncé un nouvel objectif retenu par le Kazakhstan pour diminuer ses émissions de 15% d'ici 2020 et de 25% en 2050, et a souligné l'importance du mesurage, de la communication et de la vérification (MCV). Elle a appelé à un délai suffisant pour examiner la manière dont les contributions nationales pourraient être captées au niveau international, a souligné la nécessité d'aider les pays vulnérables à s'adapter et a plaidé en faveur de relances significatives dans le financement, en indiquant que le financement du secteur public devrait catalyser "des sommes beaucoup plus importantes" disponibles dans le secteur privé.

La Suède, au nom de l'UE, a appelé à un accord contraignant intégrant les éléments essentiels du protocole de Kyoto. Le délégué a mis en relief l'objectif de l'UE consistant à réduire ses émissions de 80 à 95% en 2050 par rapport à 1990. Il a également souligné la nécessité d'intégrer les secteurs aérien et maritime, appelant à une réduction de 10% des émissions du transport aérien et à une réduction de 20% des émissions du transport maritime, au-dessous de leurs niveaux de 2005, d'ici 2020. Il a indiqué que le total net des coûts des mesures d'atténuation et des mesures d'adaptation pourrait s'élever à 100 milliards d'€ par an, en 2020, nécessitant, de la part du secteur public international, un soutien situé entre 22 et 50 milliards d'euros.

Appelant à un résultat solide à Copenhague, la Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a souligné qu'il n'est pas acceptable de commencer une nouvelle feuille de route à Copenhague et a indiqué que les documents officiels de la session de Bangkok fournissaient une bonne base pour la réalisation de progrès substantiels à Barcelone.

La Grenade, au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ETATS INSULAIRES (AOSIS), a fait part de son inquiétude à l'égard des tentatives systématiques de réduire leurs attentes par rapport à Copenhague et a rappelé que selon le mandat convenu à Bali, l'AWG-LCA devrait achever ses travaux en 2009. La représentante a indiqué que les parties devraient quitter Barcelone munies d'une bonne plate-forme pour un accord juridiquement contraignant à la CdP 15, répondant aux données scientifiques.

Le président Zammit Cutajar a mis en exergue Copenhague, comme étant la dynamique politique à préserver et a exhorté l'AWG-LCA à y apporter sa part en fournissant un résultat à la CdP 15 à Copenhague.

GROUPES DE CONTACT DE L'AWG-LCA

ADAPTATION: Au cours de la réunion de l'après-midi du groupe de contact sur l'adaptation, le co-président Kolly a expliqué que l'objectif de la session de Barcelone consistait à élaborer un texte de négociation concis et facile à gérer, pouvant être examiné par les capitales en vue du Sommet de Copenhague. Il a ensuite identifié les questions prioritaires à traiter dans la partie consacrée à l'adaptation et a proposé que les parties l'examinent, chapitre par chapitre.

L'ARABIE SAOUDITE a souligné que les questions prioritaires doivent être identifiées par les parties et non par le secrétariat, et a fait part de sa préoccupation à l'égard du nouveau document officiel No. 31. Le délégué s'est également opposé à la conduite d'une lecture chapitre par chapitre, précisant qu'il était temps d'entamer un examen, paragraphe par paragraphe, plus détaillé.

Le délégué des ETATS-UNIS a accueilli favorablement la liste des questions prioritaires comme étant utile à la concentration des discussions sur les questions énumérées dans la note du président relative aux scénarios, signalant toutefois que quelques-unes de ces questions ne figurent pas sur la liste. La Colombie a apporté son appui à l'idée de travailler chapitre par chapitre. Le délégué a indiqué que lorsque le temps le permet, un examen ligne par ligne ou paragraphe par paragraphe pourrait également être accompli. Le délégué des îles Cook, au nom de l'AOSIS, a fait part de sa volonté de travailler sur la base du document officiel, mais a noté que certaines questions n'y figuraient pas. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à une concentration sur une meilleure application de la Convention et a déclaré que le résultat de Copenhague devrait fournir un cadre clair et solide pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation. La NORVEGE a accueilli avec satisfaction l'organisation des travaux proposée par le président et, avec l'UE, a soutenu l'idée de se concentrer sur les questions essentielles, pour Copenhague.

TECHNOLOGIE: Le co-président Kumarsingh a proposé la tenue d'une discussion finale sur le document officiel No. 29 et la transposition du document officiel en un texte négociable. Le délégué des Philippines, au nom du G-77/CHINE, appuyé par l'Australie, a appelé à l'examen des objectifs et de la portée. Le CANADA a appelé à un résultat concis comprenant des objectifs, une délimitation de la coopération nationale et internationale et des dispositions institutionnelles et de financement, en tant qu'éléments clés.

L'OUGANDA, le G-77/CHINE, l'ARGENTINE et plusieurs autres pays en développement ont souhaité voir l'accent placé sur les actions menant à la mise au point et au transfert de technologies d'adaptation. La COLOMBIE et le BRESIL ont souligné la nécessité d'une approche fondée sur la désignation d'un pays pilote.

La NORVEGE a souligné, entre autres, la nécessité d'un accord sur un plan d'action international relatif à la technologie, comme plate-forme stratégique pour le travail, ainsi que le rôle du financement pour la technologie par rapport à l'architecture du financement global des mesures d'atténuation et d'adaptation.

L'UE a mis en exergue les éléments clés à examiner, comme les technologies d'atténuation et d'adaptation, un cadre d'action pour la technologie, les arrangements institutionnels pour le cadre compre-

nant un groupe d'experts ou un comité technique et des plans d'action pour la technologie, que le groupe d'experts ou le comité pourraient élaborer. Le délégué des ETATS-UNIS a précisé que le centre des technologies climatiques que son pays propose est conçu pour le transfert des technologies et pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention.

ATTENUATION: Au cours de la réunion de l'après-midi du groupe de contact sur l'atténuation, le président Zammit Cutajar a présenté Magdalena Preve (Uruguay) en tant que nouvelle modératrice pour le sous-groupe sur l'Article 1 (b) (iv) du PAB, concernant les approches sectorielles.

Les modérateurs devaient ensuite présenter les plans relatifs à l'organisation des travaux des six sous-groupes sur l'atténuation. Le modérateur Adrian Macey (Nouvelle-Zélande) a suggéré de structurer les discussions sur l'atténuation à réaliser par les pays industrialisés en vertu de l'Article 1 (b) (i) du PAB, en deux groupes : la manière de déterminer un objectif de réduction collective pour les pays industrialisés et la manière d'appliquer, mutatis mutandis, les éléments de la Protocole de Kyoto et en particulier celui concernant le respect des obligations et les marchés du carbone.

La modératrice Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe) a expliqué que le sous-groupe sur le sous-alinéa 1 (b) (ii) du PAB concernant l'atténuation à réaliser par les pays en développement, devrait commencer par des discussions sur les définitions et la portée des MAAN.

Le modérateur Tony La Viña (Philippines) a rappelé les progrès accomplis, à Bangkok, par le sous-groupe sur le sous-alinéa 1 (b) (iii) du PAB concernant la réduction des émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement et la conservation des forêts (REDD-Plus), et a proposé la tenue de consultations officielles pour préparer un nouveau document officiel d'ici jeudi.

Au sujet des approches sectorielles relevant du sous-alinéa 1 (b) (iv) du PAB, la modératrice Preve a mis en relief le document officiel No. 17, en tant que plate-forme pour les discussions.

Au sujet des diverses approches visant à améliorer le rapport coût-efficacité des mesures d'atténuation, y compris les marchés, conformément à l'alinéa 1 (b) (v) du PAB, l'animatrice Socorro Flores (Mexique) a déclaré que son intention était de commencer par des questions qui n'avaient pas été abordées à Bangkok, comme celle des approches de marché officielles, pour passer ensuite à la détermination des points devant figurer dans le résultat convenu de Copenhague.

Au sujet des mesures d'intervention relevant de l'alinéa 1 (b) (vi) du PAB, le modérateur Richard Muyungi (Tanzanie) a noté que le document officiel n° 32 identifiait les enjeux les plus importants, mais qu'il contenait aussi de nombreux crochets. Il suggère d'axer les débats sur les arrangements institutionnels.

Au sujet de la documentation d'information générale sur l'atténuation, le président Zammit Cutajar a expliqué qu'il entendait orienter l'attention des parties vers les propositions avancées concernant le cadre d'action de l'atténuation. Notant qu'au centre de la discussion il y a la recherche d'une transparence crédible des données fournies par les parties, il a suggéré d'examiner les dispositions pertinentes de la Convention concernant la communication des données relatives à la mise en œuvre.

Le Brésil, au nom du G-77/CHINE, appuyé par l'AFRIQUE DU SUD, la CHINE et l'ARABIE SAOUDITE, se sont déclarés préoccupés par la compatibilité des propositions concernant les cadres communs de l'atténuation relatifs à la Convention et au PAB. Ils ont également fait part de leur préoccupation à l'égard de l'idée d'examiner de manière sélective uniquement, certains articles de la Convention. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné que l'interprétation de son pays, de la Convention et du PAB, est différente mais légitime. Il a suggéré que le problème peut ne pas être le fond des questions d'atténuation, mais leur situation dans le texte, et a

proposé d'articuler les points de divergence et de les communiquer aux ministres pour discussion à Copenhague. Le Canada a appuyé l'idée d'examiner les points de désaccord.

L'INDE a souligné que le problème n'était pas seulement une question d'interprétation différente et a suggéré de supprimer les propositions incompatibles avec la Convention, le G-77/CHINE notant que les propositions sur les cadres communs de l'atténuation créent des difficultés pour la progression dans d'autres domaines.

Le président de l'AWG-LCA, Zammit Cutajar, a proposé que les six sous-groupes mènent des consultations informelles et présentent leurs rapports au groupe de contact sur l'atténuation d'ici la fin de la semaine. TUVALU a proposé d'autoriser les parties non signataires à prendre part aux consultations officielles sur la REDD-plus, et le président de l'AWG-LCA, Zammit Cutajar, a répondu que les négociations sont menées par les Parties et que les ONG seront informées des progrès accomplis.

LE FINANCEMENT: Au cours de la réunion de l'après-midi du groupe de contact, le JAPON a mis en exergue sa proposition concernant le cadre des arrangements institutionnels pour trois fonds: le fonds pour la lutte contre le changement climatique, destiné à financer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation, des programmes et mesures, le fonds d'adaptation, destiné à financer les projets et programmes d'adaptation dans les pays en développement les plus vulnérables et le fonds vert d'habilitation, destiné à financer la mise en place d'environnements favorables et les activités de renforcement des capacités, y compris l'élaboration des inventaires des gaz à effet de serre, les communications nationales et les plans d'action nationaux relatifs à l'atténuation, les programmes d'action nationaux relatifs à l'adaptation et les activités habilitantes pour la REDD-Plus.

Le délégué des ETATS-UNIS a donné des éclaircissements sur certains aspects de leur proposition pour une " fonction de coordination", qui consisterait à conseiller les pays en développement qui cherchent un soutien pour les mesures d'atténuation et d'adaptation pour les aider à "naviguer sur le terrain des multiples bailleurs de fonds." Il a précisé que la fonction serait volontaire. L'UE a parlé des développements survenus depuis Bangkok. Au sujet du niveau d'ambition, le délégué a fait observer que le total annuel des coûts marginaux nets des mesures d'adaptation et d'atténuation s'élèverait à 100 milliards d'€ en 2020 dont 22 à 50 milliards d'€ proviendraient de sources publiques. Il a souligné le besoin de mobiliser des flux d'investissements privés plus importants, des ressources financières intérieures et des marchés du carbone. Il a précisé que, hormis les PMA, tous les pays devraient contribuer au financement public international sur la base des niveaux d'émission et du produit intérieur brut (PIB), et que les contributions mises en recouvrement seraient le noyau de cet élément. Il a noté la nécessité de créer un forum de haut niveau ou un organisme pour fournir un aperçu de la répartition internationale des flux financiers. L'INDE a souligné que la Convention et le PAB ne prévoient pas de contributions de la part de toutes les parties.

Le délégué des Philippines, au nom du G-77/CHINE, appuyé par la Barbade, au nom de l'AOSIS et par d'autres, a déclaré que les mécanismes de facilitation et de coordination ne fournissent pas de financement. L'AOSIS a mis en garde que des mécanismes d'appariement ou de coordination viendraient ajouter une autre couche de bureaucratie et a indiqué que cela était en rapport avec les problèmes d'accès et d'insuffisance des ressources financières. Le co-président Khan a proposé la tenue de séances de groupe informel pour examiner: la gouvernance des fonds et les mécanismes de financement, la coordination et la cohérence de l'aide.

AWG-KP

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le président de l'AWG-KP, John Ashe (Antigua et Barbuda) a ouvert la neuvième session de reprise de l'AWG-KP et a salué la récente ratification du Protocole, par l'Iraq. Il a encouragé les parties à régler autant de points

que possible à Barcelone, comme la question des moyens disponibles aux parties visées à l'annexe I, pour la concrétisation de leurs engagements de réduction des émissions, ainsi que des décisions pertinentes. Le président Ashe a également expliqué que la documentation du président destinée à faciliter les négociations devra, à un certain moment, être convertie en texte de négociation formelle, et a indiqué qu'il consulterait les parties sur la manière d'y parvenir.

Le président Ashe a ensuite fait état des ordre du jour et organisation des travaux (FCCC/KP/AWG/2009/11 et Add.1), soulignant que les quatre groupes de contact établis à Bangkok continuaient, sur: la réduction des émissions des parties visées à l'annexe I, co-présidé par Léon Charles (Grenade) et Gertraud Wollansky (Autriche), questions diverses, présidé par le vice-président l'AWG-KP, Harald Dovland (Norvège), les conséquences potentielles, co-présidé par Mama Konaté (Mali) et Andrew Ure (Australie), et les questions juridiques, co-présidé par Gerhard Loibl (Autriche) et par un autre co-président à déterminer. Le président Ashe a encouragé les groupes de contact à se concentrer sur ce qui peut être conclu ici à Barcelone, pour réduire le panier de travaux qui resteront à effectuer à Copenhague.

LES DECLARATIONS LIMINAIRES: Le Soudan, au nom du G-77/CHINE, a fait part de sa préoccupation au sujet des appels lancés par des parties de l'annexe I pour l'arrêt du protocole de Kyoto en faveur d'un seul accord à Copenhague. Le délégué a souligné la nécessité de progresser dans la détermination des objectifs individuel et global chiffrés de limitation et de réduction des émissions (QELRO) des parties visées à l'annexe I.

La Suède, au nom de l'UE, a souligné que le nouvel accord devrait s'appuyer sur le protocole de Kyoto. Le délégué a réitéré la volonté de l'UE de réduire ses émissions de 30% par rapport à 1990, d'ici 2020, dans le cadre d'un accord global, à condition que d'autres pays prennent des engagements comparables. Il a fait état du soutien exprimé par les dirigeants de l'UE en faveur d'une réduction des émissions de 80 à 95% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2050, et a appelé les autres pays industrialisés à adopter le même objectif.

La Gambie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé à une concentration sur les éléments essentiels du mandat de l'AWG-KP relatif aux QELRO globaux et individuels des parties visées à l'annexe I. Le délégué a affirmé que le Groupe n'accepterait pas le calendrier des autres réunions de groupes de contact relevant de l'AWG-KP, avant que le travail sur les chiffres ne soit terminé.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUÏE, a souligné l'impératif d'accélérer les progrès dans le cadre de l'AWG-KP, et la nécessité de se concentrer sur le besoins d'institutions efficaces et de marchés du carbone robustes.

La Grenade, au nom de l'AOSIS, a appelé à un signal clair que le protocole " n'est pas mort". La représentante a souligné la nécessité, pour la session de Barcelone, de restaurer la crédibilité et la confiance dans la volonté de la communauté internationale de lutter contre le changement climatique, et pour le travail de l'AWG-KP d'être mis en phase avec son programme de travail, pour accomplir des progrès.

GROUPES DE CONTACT DE L'AWG-KP

REDUCTION DES EMISSIONS DE L'ANNEXE I: Au cours de la première réunion du groupe de contact sur la réduction des émissions de l'annexe I, le secrétariat a présenté une nouvelle version du document de compilation des données possibles concernant les objectifs chiffrés présentés par les parties. Certaines parties ont ensuite demandé des précisions concernant le document.

Le co-président Charles a invité les parties à examiner la manière de déterminer le niveau d'ambition pour la réduction des émissions de l'annexe I, faisant état du soutien dont bénéficient à la fois l'approche verticale descendante et celle ascendante. L'AFRIQUE DU SUD a identifié deux questions possibles, à

savoir: A quel rythme les émissions devraient baisser au-delà de 2020 pour réaliser l'échelle des réductions d'émissions requises par la science, et quels sont les critères à utiliser pour l'affectation d'un objectif global à l'annexe I. L'UE a parlé de son expérience avec l'approche descendante, qui regarde vers la science pour déterminer l'échelle des réductions d'émissions nécessaires, et qui travaille ensuite de manière ascendante pour déterminer la manière dont les émissions pourraient être réduites et par quels secteurs.

CONSEQUENCES POTENTIELLES: La Gambie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, appuyée par l'ALGERIE, l'EGYPTE, la BOLIVIE et le VENEZUELA, a appelé à la suspension de tous les groupes de contact relevant de l'AWG-KP, jusqu'à la conclusion des travaux du groupe de contact sur les réductions des émissions de l'annexe I. L'UE a exprimé ses regrets face à la proposition du groupe des pays africains, précisant qu'il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'un groupe de contact travaille plus vite qu'un autre. Le co-président Ure a suspendu la séance jusqu'à nouvel avis.

DANS LES COULOIRS

Au moment où ils remplissaient les vastes halls de la Fira Gran Via, lundi, pour entamer la dernière semaine des négociations avant Copenhague, plusieurs délégués avaient l'impression d'avoir à peine quitté la précédente série de discussions à Bangkok. Comme a dit un délégué, les trois semaines de la période intersession ont semblé être "un long week-end de travail."

Les attentes de progrès à Barcelone, ainsi qu'à Copenhague, étaient variées. Alors que beaucoup ont semblé être résignés sur le fait que beaucoup de travail devra être poussé au-delà de Copenhague, d'autres étaient en colère contre ce qu'ils ont estimé être des tentatives de réduction des attentes et du niveau d'ambition.

Des sentiments mitigés ont été également exprimés sur la manière dont les travaux devaient se poursuivre à Barcelone. De nombreux délégués ont exprimé l'espoir de voir les réunions passer directement à des consultations officieuses pour commencer enfin "de vraies négociations" et faciliter l'élaboration de textes et d'options clairs pour Copenhague, mais certains ont continué à insister sur la nécessité de groupes de contact. Un délégué a souligné que "l'accord de Copenhague a besoin d'être élaboré à la lumière du jour." Ce sentiment était partagé par certains représentants des ONG: "S'ils passent la réunion dans des consultations officieuses à partir de mardi, je n'aurai rien à faire tout le reste de la semaine," a fait observer l'un d'eux.

L'après-midi, plusieurs délégués ont trouvé leur programme beaucoup plus léger que prévu: la suspension des groupes de contact et des consultations officieuses prévues au titre de l'AWG-KP, à la demande du Groupe africain a pris de court de nombreux pays industrialisés et pays en développement. Le Groupe africain a insisté sur le fait que le groupe de contact sur les «chiffres» doit terminer ses travaux avant la poursuite des travaux des autres groupes. Selon les rumeurs qui ont circulé dans les couloirs, les consultations informelles tenues l'après-midi n'ont pas résolu le problème. Les réactions à ce développement de la situation ont été mitigées. Selon un délégué de pays en développement, l'annulation des groupes informels n'aurait pas dû être nécessaire et n'était pas un bon début pour la réunion. De nombreux délégués de pays industrialisés, en particulier, ont estimé que cette décision était une "mauvaise tactique" et ont conjecturé sur ses motivations. D'autres, cependant, ont apporté leur appui à cette position, la qualifiant de "nécessaire et tout à fait opportun", et un délégué de pays en développement a déclaré: "Cela démontre que si aucun accord n'intervient à Copenhague, ce sera parce que les pays de l'Annexe I auront refusé de prendre les engagements nécessaires." Un vétéran des négociations a fait observer: "Je pensais que je connaissais ce processus, cela montre simplement que des choses inattendues peuvent se produire – j'espère que cela se vérifiera aussi avec la réalisation de bon progrès inattendus à Copenhague."